

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 21 octobre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, "sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale complétant pour le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, l'arrêté du 21 octobre 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 13 janvier 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 oktober 1998 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van "besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot aanvulling voor wat de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp betreft, van het besluit van 21 oktober 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 13 januari 1999 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'article 1er du projet insère dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, un article 34bis qui détermine les conditions dans lesquelles un mandat peut être conféré pour les grades des rangs 16, 15 et 14 du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette disposition du projet entend déroger à l'article 34, §§ 1er à 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993, précité.

Interrogé sur la raison d'une telle dérogation, le délégué du ministre a expliqué qu'une certaine urgence existe pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, étant donné que le fonctionnaire dirigeant actuel atteint bientôt l'âge de la retraite et que le fonctionnaire dirigeant adjoint a l'intention de démissionner de ses fonctions.

Si l'on compare les dispositions de l'article 34, précité, avec les dispositions en projet, on s'aperçoit que le Gouvernement entend privilégier le recours aux mandats pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente alors que pour les autres organismes d'intérêt public de la Région, la règle générale reste la promotion par avancement de grade.

.../...

Toutefois, selon les explications du délégué du ministre, le Gouvernement souhaite généraliser le recours aux mandats pour l'ensemble des organismes d'intérêt public, dans un nouveau statut qui est en cours d'élaboration.

Si une telle réforme ne devait pas aboutir, il conviendrait, abstraction faite de l'observation générale 2, de pouvoir justifier objectivement cette différence de traitement par rapport aux autres organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. En vertu de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 février 1995 relatif au classement hiérarchique des grades du personnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 22 octobre 1998, au rang 16, le fonctionnaire dirigeant porte le grade de directeur général et, au rang 15, le fonctionnaire dirigeant adjoint, celui d'inspecteur général. Aux termes du même article, le fonctionnaire du rang 15 du cadre opérationnel a le grade de lieutenant-colonel et le fonctionnaire du rang 14 dans le cadre administratif et technique, celui de directeur-chef de service.

Le Conseil d'Etat estime, qu'en l'état actuel, les textes ne permettent pas d'attribuer un mandat au fonctionnaire dirigeant (rang 16) et au fonctionnaire dirigeant adjoint (rang 15).

.../...

En effet, l'article 6, alinéa 1er, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale reconnaît au Gouvernement le pouvoir de nommer les fonctionnaires dirigeant et dirigeant adjoint mais non celui de les désigner par voie de mandat.

Ceci est d'ailleurs confirmé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mai 1994 qui a fixé le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint.

Une preuve supplémentaire est fournie par le fait que le ministre entend déposer un amendement à l'arrêté du 2 février 1995 précité au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale qui examine en ce moment un projet d'ordonnance modifiant notamment l'article 6, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, en vue de modifier également l'alinéa 1er de cette disposition, ceci afin, précisément, de permettre au Gouvernement de désigner ces fonctionnaires dirigeant et dirigeant adjoint par voie d'un mandat.

Il conviendra, dans le préambule de l'arrêté en projet, de viser la disposition nouvelle de l'ordonnance du 19 juillet 1990 précitée qui confèrera un tel pouvoir au Gouvernement.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Outre ces deux observations générales, le projet appelle les quelques observations particulières suivantes.

Préambule

Alinéa 5

Dans le cadre d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois, il est d'usage de rédiger ainsi qu'il suit les alinéas y relatifs :

"Vu la délibération du Gouvernement du 24 septembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 13 janvier 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Dispositif

Article 1er

1. Le paragraphe 4 de l'article 34bis en projet permet au Gouvernement d'ouvrir des mandats, d'une part, aux agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et aux agents des organismes d'intérêt public relevant de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, aux agents "d'un ministère, d'un organisme d'intérêt public ou d'une

.../...

entreprise publique autonome dont le personnel est recruté par l'intermédiaire du Secrétariat permanent au recrutement, de l'Etat, d'une Communauté ou d'une autre Région".

En ce qui concerne l'octroi de mandats à des agents n'appartenant pas à la fonction publique de la Région de Bruxelles-Capitale, cette possibilité n'est pas prévue par l'article 29 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

Cette disposition permet l'appel à des candidats extérieurs mais uniquement dans le cadre d'une nomination à un grade.

Il n'est donc pas possible, au regard des principes généraux, de faire un tel appel pour l'attribution de mandats.

Le deuxième alinéa de l'article 34bis, § 4, en projet, sera donc omis.

Quant à l'attribution de mandats à des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou à des agents d'organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, cette possibilité existe, mais elle peut engendrer certaines difficultés notamment quand il s'agira de prendre des mesures disciplinaires ou encore de soumettre l'agent titulaire du mandat à une procédure d'évaluation. Quelle disposition statutaire lui faudra-t-il appliquer ?

Pour les agents des organismes d'intérêt public, il convient de prendre en considération l'arrêté du 21 octobre 1993 que le projet tend à modifier et qui établit

.../...

des règles statutaires communes aux agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Toutefois, même cet arrêté fait une distinction selon que l'organisme d'intérêt public relève de la catégorie A ou de la catégorie B, au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Ainsi, selon que l'organisme relève de telle ou telle catégorie le pouvoir de nomination et de gestion du personnel est conféré, en fonction des grades, soit au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, soit au ministre fonctionnellement compétent, soit à l'autorité investie du pouvoir de nomination en vertu du statut de l'organisme (1).

Pour les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ce dernier problème ne se pose pas, mais subsiste la question de savoir quelles seront les règles statutaires applicables à l'agent titulaire d'un mandat pendant l'exercice de celui-ci ?

Ni les textes actuels, ni l'arrêté en projet ne permettent de répondre à cette question.

2. En ce qui concerne le paragraphe 5 du même article 34bis en projet, il y a lieu de relever ce qui suit :

(1) Voir en ce sens l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993, précité.

a) L'alinéa 1er permet au Gouvernement et au conseil de direction de demander l'avis d'experts externes afin qu'ils apprécient les "qualités managériales" des candidats (1).

Rien n'est cependant précisé quant aux conditions et aux modalités de désignation de ces experts.

Le texte devra être complété sur ce point, sauf si l'intention du Gouvernement est de faire appel à des consultants extérieurs par la voie d'un marché de services, auquel cas la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services trouve en effet à s'appliquer.

b) Le texte français du deuxième alinéa du paragraphe 5 en projet prévoit que les experts recevront une copie "du profil et des candidatures".

Or, le texte néerlandais indique qu'il s'agit d'une copie de la description de fonction.

Selon le délégué du ministre, le texte français doit s'aligner sur le texte néerlandais.

(1) Cette modification s'inspire d'un projet, devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, qui a été soumis à la section de législation et à propos duquel elle a donné l'avis L. 27.127/2.

Sur la base de ce texte, il est permis de se demander si ces experts auront accès au dossier d'évaluation des candidats ?

c) Le texte en projet n'apporte guère de précisions sur les éléments à prendre en considération par le Gouvernement lorsqu'il décide d'octroyer un mandat.

Le texte devrait être complété sur ce point en indiquant les critères objectifs et précis à prendre en considération.

Article 2

Il convient d'écrire :

"Art. 2. L'article 35, alinéa 2, du même arrêté ...".

Article 3

La phrase liminaire doit s'écrire comme suit :

"Art. 3. Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 39bis. ...".

.../...

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans l'hypothèse où l'arrêté en projet aurait une nouvelle base légale (1), il conviendrait que l'auteur du projet s'interroge sur le sort à réserver à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mai 1994 fixant le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

A ce propos, le ministre est d'avis que cet arrêté n'aura plus de raison d'être au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet et qu'il convient de l'abroger.

L'arrêté en projet sera complété sur ce point.

2. Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

(1) Voir observation générale 2.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 1 van het ontwerp voegt in het besluit van 21 oktober 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest een artikel 34bis in, dat bepaalt onder welke voorwaarden een mandaat kan worden verleend voor de graden van rang 16, 15 en 14 van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

Met deze bepaling van het ontwerp wil men afwijken van artikel 34, §§ 1 tot 4, van het voormelde besluit van 21 oktober 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Op de vraag waarom men daarvan wil afwijken, heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat enige spoed vereist is voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, daar de huidige leidend ambtenaar binnenkort de pensioengerechtigde leeftijd bereikt en de adjunct-leidend ambtenaar van plan is ontslag te nemen.

Wie de bepalingen van het voormelde artikel 34 vergelijkt met de ontworpen bepalingen, merkt dat de Regering wat de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp betreft het liefst met mandaten wil werken, terwijl voor de overige instellingen van openbaar nut van het Gewest bevordering door verhoging in graad de algemene regel blijft.

.../...

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister wil de Regering het werken met mandaten evenwel tot alle instellingen van openbaar nut uitbreiden. Daarvoor wordt een nieuw statuut voorbereid.

Als zulk een hervorming er niet komt, moet dat verschil in behandeling ten aanzien van de overige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, afgezien van algemene opmerking 2, objectief kunnen worden gerechtvaardigd.

2. Krachtens artikel 2 van het besluit van 2 februari 1995 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, zoals gewijzigd bij het besluit van 22 oktober 1998, heeft de leidend ambtenaar (rang 16) de graad van directeur-generaal en de adjunct-leidend ambtenaar (rang 15) de graad van inspecteur-generaal. Luidens datzelfde artikel heeft de ambtenaar van rang 15 van het operationeel kader de graad van luitenant-kolonel en de ambtenaar van rang 14 in het administratief en technisch kader de graad van directeur-hoofd van dienst.

De Raad van State is van oordeel dat bij de huidige stand van de regelgeving geen mandaat kan worden verleend aan de leidend ambtenaar (rang 16) en aan de adjunct-leidend ambtenaar (rang 15).

.../...

Artikel 6, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp verleent de Regering immers de bevoegdheid om de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar te benoemen, maar niet om ze bij mandaat aan te wijzen.

Dat wordt trouwens bevestigd door het besluit van 19 mei 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, waarbij het statuut van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar is vastgesteld.

Een aanvullend bewijs is dat de minister een amendement op het voormelde besluit van 2 februari 1995 wil indienen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, die momenteel een ontwerp van ordonnantie onderzoekt tot wijziging van inzonderheid artikel 6, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp. Met dat amendement wil hij ook het eerste lid van die bepaling laten wijzigen, precies om ervoor te zorgen dat de Regering die leidend ambtenaar en die adjunct-leidend ambtenaar bij mandaat kan aanwijzen.

In de aanhef van het ontworpen besluit behoort te worden verwezen naar de nieuwe bepaling van de voornoemde ordonnantie van 19 juli 1990, waarbij aan de Regering zulk een bevoegdheid wordt verleend.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Naast die twee algemene opmerkingen behoren bij het ontwerp de volgende bijzondere opmerkingen te worden gemaakt.

Aanhef

Vijfde lid

Bij een aanvraag om binnen een maand advies uit te brengen, is het gebruikelijk de desbetreffende leden als volgt te stellen :

"Gelet op het besluit van de regering van 24 september 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 januari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. Paragraaf 4 van het ontworpen artikel 34bis bepaalt dat de Regering mandaten kan openstellen voor enerzijds ambtenaren van het Ministerie van het Brussels

.../...

Hoofdstedelijk Gewest, respectievelijk ambtenaren van onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behorende instellingen van openbaar nut en anderzijds "ambtenaren van een ministerie, van een instelling van openbaar nut of van een autonoom overheidsbedrijf waarvan het personeel wordt aangeworven via het Vast Wervingssecretariaat, van het Rijk, van een Gemeenschap of van een ander Gewest".

In de mogelijkheid om mandaten te verlenen aan ambtenaren die niet tot de overheidsdiensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren, wordt niet voorzien in artikel 29 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes.

Dat artikel bepaalt dat een beroep kan worden gedaan op gegadigden van buiten af, maar alleen in het kader van een benoeming tot een graad.

Volgens de algemene principes is het dus niet mogelijk om zo te werk te gaan voor het toewijzen van mandaten.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 34bis, § 4, moet dus vervallen.

Het verlenen van mandaten aan ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of aan ambtenaren van instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is wel mogelijk, maar kan moeilijkheden opleveren, onder meer wanneer tuchtmaatregelen moeten worden genomen of wanneer degene die een mandaat

.../...

uitoefent, geëvalueerd moet worden. Welke rechtspositionele bepaling moet dan op hem worden toegepast ?

Voor ambtenaren van instellingen van openbaar nut behoort rekening te worden gehouden met het besluit van 21 oktober 1993, dat men via het ontwerp wil wijzigen en dat rechtspositionele regels geeft die voor alle ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelden.

Zelfs in dat besluit wordt evenwel een onderscheid gemaakt naargelang een instelling van openbaar nut tot categorie A of tot categorie B behoort, in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Zo wordt, naargelang een instelling tot die of die categorie behoort, de bevoegdheid voor benoemingen en personeelsbeleid volgens de graden toevertrouwd aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, aan de functioneel bevoegde minister of aan de overheid die krachtens het statuut van de instellingen bevoegd is tot benoemen (1).

Voor ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is dat probleem niet aan de orde, maar blijft wel de vraag open welke rechtspositionele regels tijdens de uitoefening van een mandaat van toepassing zijn op de ambtenaar die met dat mandaat is bekleed.

(1) Zie in die zin artikel 9 van het voornoemde besluit van 21 oktober 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Noch de huidige regelgeving, noch het ontworpen besluit bieden een antwoord op die vraag.

2. Bij paragraaf 5 van hetzelfde ontworpen artikel 34bis behoort het volgende te worden opgemerkt :

a) In het eerste lid wordt bepaald dat de Regering en de directieraad het advies van externe experts kunnen inwinnen die de "managementkwaliteiten" van gegadigden beoordelen (1).

Over de voorwaarden en de regels voor aanwijzing van die experts wordt evenwel niets gezegd.

De tekst moet op dit punt worden aangevuld, tenzij de Regering een beroep wil doen op externe adviseurs via een overheidsopdracht voor aanneming van diensten, in welk geval natuurlijk de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten toepasselijk is.

(1) Die wijziging is gebaseerd op een ontwerp dat het besluit geworden is van 4 december 1997 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat ontwerp is aan de afdeling wetgeving voorgelegd, die daarover advies L. 27.127/2 heeft gegeven.

b) Volgens de Franse tekst van het tweede lid van de ontworpen paragraaf 5 krijgen de experts "une copie du profil et des candidatures".

In de Nederlandse tekst gaat het evenwel om een kopie van de functiebeschrijving.

Volgens de gemachtigde van de minister moet de Franse tekst op de Nederlandse tekst worden afgestemd.

Die tekst doet de vraag rijzen of die experts toegang krijgen tot het evaluatiedossier van de gegadigden.

c) Uit de ontworpen tekst kan nauwelijks worden opgemaakt welke gegevens de Regering in aanmerking moet nemen wanneer ze besluit een mandaat te verlenen.

De tekst moet op dit punt worden aangevuld. Daartoe moet nauwkeurig worden vermeld welke objectieve en precieze criteria in aanmerking moeten worden genomen.

Artikel 2

Men schrijve :

"Art. 2. Artikel 35, tweede lid, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op de betrekkingen van leidend ambtenaar en adjunct-leidend ambtenaar.".

.../...

Artikel 3

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidende :

"Art. 39bis. In afwijking van artikel 39 ...

De Regering kan een vacante betrekking ... openstellen ...".

SLOTOPMERKINGEN

1. Indien het ontworpen besluit een nieuwe rechtsgrond krijgt (1), moet de steller van het ontwerp nadenken over wat er moet geschieden met het besluit van 19 mei 1994 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van het statuut van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

In dat verband is de minister van mening dat dit besluit geen reden van bestaan meer zal hebben zodra het ontworpen besluit in werking is getreden en dat het moet worden opgeheven.

(1) Zie algemene opmerking 2.

Het ontworpen besluit moet op dit punt worden aangevuld.

2. Sommige bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik, respectievelijk wetgevingstechniek, niet in orde. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen wordt op het volgende gewezen :

Aanhef

In het derde lid schrijve men : "... van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van ... , inzonderheid op de artikelen ..."

In het vierde lid zou het correcter zijn te schrijven : "Gelet op protocol nr. 98/18 van Sector-comité XV ... "

Artikel 1

In het ontworpen artikel 34bis, § 1, tweede lid, schrijve men "verleend" in plaats van "begeven", dat in casu verkeerd gebruikt is. Ook schrijve men "alsook" in plaats van "evenals".

.../...

In paragraaf 2 van hetzelfde ontworpen artikel schrijve men "voleindigt" in plaats van "beëindigt", dat in casu verkeerd gebruikt is.

In paragraaf 5, eerste lid, van hetzelfde ontworpen artikel schrijve men "experts", niet "experten". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. In het tweede lid van dezelfde paragraaf zou het woord "gebeurt", dat in casu verkeerd gebruikt is en wegens zijn betekenis ongeschikt voor wetgevingstechniek, vervangen moeten worden door het woord "geschiedt". In het laatste lid van dezelfde paragraaf zou de wending "om dewelke", die in het Nederlands niet gangbaar is, vervangen moeten worden door het woord "waarom".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT, audi-
teur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. F. CARLIER,
adjunctreferendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN